

Une réflexion émaille régulièrement les discussions militantes : « Les périodes électorales sont les pires moments pour faire de la politique. » Dans ces périodes, en effet, il est plus difficile de mener le débat idéologique. Il se voit remplacé par des considérations sur les personnes qu'il s'agit de faire élire, sur les alliances, leurs limites ou leur refus, sur les accords, les compromis acceptables ou non, les calculs, voire les combines et petits arrangements. La politichiennerie tend à remplacer la politique. Et si l'on considère le fait que le calendrier institutionnel conduit presque chaque année aux urnes, et que le prochain scrutin présidentiel occupe l'esprit de beaucoup dès que le précédent s'achève tant il est vrai que cette élection structure désormais la vie politique française, il en résulte un tableau à bien des égards désespérant : ce ne serait jamais le moment de faire de la politique autrement qu'à travers tractations et campagnes électorales, sauf à faire son deuil de la politique institutionnelle.

On trouve donc dans la gauche radicale deux attitudes, qui se répondent en miroir, plaçant dans la question électorale tant d'affects qu'elle en fait perdre le fil de ce qu'est la politique - à moins que ce soit ce fil perdu qui explique ces attitudes : l'électoralisme et l'anti-électoralisme, qu'il soit assumé ou honteux.

*

L'électoralisme ramène *nolens volens* toute politique à la seule question électorale. Il passe ainsi à côté de toute l'épaisseur d'une lutte politique qui n'aurait pas pour objectif direct, ou à la rigueur indirect, l'obtention de bons résultats électoraux. Le plus souvent, il repose implicitement ou explicitement sur l'idée que, puisque le pouvoir ne sera pas renversé par la prise insurrectionnelle du Palais de L'Élysée sur le toit duquel on planterait le drapeau rouge, mais bien au terme d'un processus électoral, si bien qu'une victoire dans les urnes est indispensable à toute révolution, alors tel doit être l'objectif principal, voire unique, de quiconque veut contribuer à un changement de société. En ce sens, il tend à faire comme si une élection, qu'elle soit locale ou nationale (voire européenne...) pouvait être un moment au terme duquel tout serait gagné.

Une telle vision est bien sûr un peu courte. Même si l'on veut considérer que les réalités politiques sont telles que en l'absence d'une victoire électorale, un pouvoir institutionnel par ailleurs incontournable ne peut être conquis, on ne saurait sérieusement envisager de bouleversements révolutionnaires de la société, le dépassement des rapports sociaux de domination, sans une lutte permanente contre ces mêmes pouvoirs institutionnels. Qui que ce soit qui aura acquis par un vote (ou d'une autre manière) une parcelle, grande ou petite, de pouvoir institutionnel, sera quelqu'un contre qui il faudra lutter. Non pas que nos ami-e-s, une fois élu-e-s, deviennent séance tenante nos ennemi-e-s, mais les institutions resteront les instruments des dominations sociales tant qu'elles ne seront pas subverties, brisées ou dépassées, ces processus supposant une mobilisation populaire qui ne peut pas être placée entre les mains de celles et ceux qui se trouvent au pouvoir. Autant le savoir et le faire savoir.

Un corollaire fréquent de l'électoralisme est la focalisation sur les programmes électoraux, les programmes de gouvernement. Cette attitude est parfois présentée comme un fantasmagique contrepoids à la mise en avant des candidat-e-s, à la personnalisation des scrutins. Pour éviter que l'élection apparaisse comme un affrontement de personnes, on insistera sur le programme défendu. « Voilà ce que je ferai si je suis élu-e ». Ce faisant, on renforce l'idée hélas dominante que ce qui compte vraiment en politique, c'est ce que font les pouvoirs institués : il suffit dès lors de s'en remettre à eux après leur avoir confié un mandat clair - et à la limite de les soutenir. Le programmatisme renforce ainsi

l'électoralisme. Mais les candidat-e-s en présence devront alors rivaliser sur le thème « Moi, je tiendrai mes promesses, je ne suis pas comme les autres... », si bien que loin de freiner la personnalisation de la politique, cette focalisation sur les programmes la renforce en sous-main. Et que l'on mette l'accent sur la personne du candidat ou de la candidate, ou sur son programme, c'est à un « soutien », à un « appui » qu'on en appelle. En outre, l'idée que ce que fera ou pourra faire un gouvernement ou une assemblée élue est ce que son programme comporte est purement fantaisiste. Non seulement les promesses électorales en quoi consistent les programmes n'ont de chance d'être tenues que si les luttes l'imposent, mais le gouvernement ou l'assemblée élue peut parfaitement – sous la contrainte des luttes et dans un rapport de forces suffisant – prendre des mesures que leurs programmes électoraux ne prévoyaient pas. Un exemple paradigmatique est le programme du Front Populaire, qui ne comportait ni les congés payés, ni la semaine de 40 heures, les deux mesures phares de son legs dans l'histoire sociale.

Une autre de ses fonctions est de donner un critère aux choix d'alliances électorales : s'entendre sur de telles alliances, c'est s'entendre sur le programme. Et bien sûr, plus on exige du programme qu'il soit précis et complet, plus l'alliance est difficile à réaliser. Le culte du programme se double ainsi bien vite du culte de la virgule du programme, dont la première conséquence est de faire obstacle aux alliances. On en viendra à dire que l'on ne peut voter pour des candidat-e-s n'ayant pas à leur programme telle ou telle mesure, comme si lutter pour ces mesures n'était pas possible sans cette inscription programmatique, comme si on ne pouvait pas voter pour un-e candidat-e dont on critiquerait le programme, que ce soit pour ce qu'il contient ou pour ce qu'il ne contient pas. Or, ce n'est pas de programmes électoraux dont nous avons besoin, mais d'orientations de luttes à mener tant dans la société que dans les institutions, luttes dont les mots d'ordres, les objectifs et les enjeux sont en permanence fonction de rapports de forces toujours mouvants, et sur lesquels il est toujours possible d'agir.

Lorsque la sacralisation des élections se combine, qu'il y ait ou non par ailleurs focalisation sur le programme, avec les jeux d'alliances entre partis, mouvements et groupes divers, présentant presque par nécessité entre eux des différences et des divergences parfois très importantes, il est facile pour qui que ce soit estimant à tort ou à raison que ceux qui ne lui ressemblent pas assez, voire sont d'une manière ou d'une autre, et parfois très clairement des adversaires, dominant cette alliance ou y occupent une trop grande place ou sont favorisés par les termes des accords ou par le scrutin lui-même, de ressentir le plus amer des désenchantements. Parce que l'on attend trop des élections – et des élu-e-s – on en vient à ironiser sur des résultats sans commune mesure avec les espérances qu'on croyait pouvoir y mettre – ou sur l'attitude de ceux et celles qui semblent s'en satisfaire. On s'avise que certain-e-s élu-e-s dont on a favorisé ou permis l'élection sont quant à leurs propres conceptions, quant à leurs choix, etc., très éloigné-e-s de ce que l'on est soi-même. À quoi bon voter si c'est pour porter au pouvoir des gens dont les politiques ne sont pas en elles-mêmes de nature à favoriser l'émancipation ? On en deviendrait anti-électoraliste.

L'anti-électoralisme, lui, consiste donc comme en miroir à considérer que le résultat de l'élection importe peu, puisque ce qui compte, ce sont les luttes. Pourquoi donc jouer le jeu électoral s'il est si peu rentable, politiquement parlant ? Pourquoi soutenir des candidat-e-s dont on connaît par avance le caractère peu fiable ? Des gens qui sont en réalité des adversaires – surtout quand on les a déjà vus à l'œuvre – au risque de leur conférer une légitimité induite ? L'anti-électoralisme se mue facilement en abstentionnisme.

Or, les conditions dans lesquelles on mène des luttes sont pourtant essentielles à leur développement et à leur portée, et ces conditions dépendent pour partie des positions – et même des discours – des adversaires que l'on affronte comme des partenaires auxquels on se confronte. Elles dépendent en outre et surtout des dynamiques sociales et des rapports des forces, tant matériels qu'idéologiques, en présence. Et les campagnes électorales sont des éléments non négligeables de la construction de ces rapports de forces, et les résultats électoraux, les orientations des élu-e-s, que ce soit pour participer aux majorités ou aux oppositions, y jouent également un rôle qui peut se révéler essentiel.

Électorisme et anti-électorisme sont donc deux modalités d'une même sacralisation du fait électoral, positive dans un cas, et en miroir, négative dans l'autre. Deux manières de se soumettre de fait à l'idéologie politique dominante qui voit dans l'organisation et le résultat des scrutins les moments essentiels de la vie politique : la première de manière assumée, et la seconde de manière paradoxale, réactive, confondant toute politique prenant en considération les scrutins avec l'électorisme.

Une posture médiane tombe dans le même travers : celle qui, tout en récusant l'abstentionnisme, consiste à ne voir dans les élections que des moments propagandistes, permettant de faire avancer des idées dans un contexte de débats politiques plus intenses, et le cas échéant de se compter comme dans un sondage grandeur nature – et particulièrement biaisé – sans souci des résultats autrement que dans ces termes quantitatifs.

Cette posture médiane, anti-électorisme honteux, est sans doute celle qui produit les effets les plus délétères. L'abstentionnisme assumé est en effet plus rare en tant que posture théorisée : il n'est pas la source essentielle de l'abstention croissante, et une force politique qui appellerait à l'abstention ne pourrait se prévaloir des scores de plus en plus importants obtenus sur ce mot d'ordre. L'abstention est rarement un choix politique longuement pensé ; elle est bien plus généralement, comme son nom l'indique, une « abstention » et non une forme d'action, qu'on la qualifie, comme certains s'y laissent aller, d'insurrection froide ou de grève civique, sauf à appeler « grève » le simple fait de ne pas aller au boulot, parce qu'on en a marre, qu'il fait beau, et que l'on est fatigué. Il convient de préciser ici entre parenthèses que l'on ne doit pas confondre l'abstentionnisme comme posture de principe avec, le cas échéant, le refus de choisir dans tel ou tel scrutin particulier entre la peste et le choléra lorsque, comme en 1969, les Poher et Pompidou en présence sont Bonnet blanc et Blanc bonnet.

Cet anti-électorisme honteux est bien confortable pour celles et ceux qui le pratiquent. On n'a pas à voter pour des gens antipathiques. On peut croire que l'on met dans l'urne son propre programme, voire son cœur, son âme elle-même. On n'a pas à expliquer que les candidat-e-s pour qui l'on appelle à voter pourraient bien mener, une fois élu-e-s, des politiques ressemblant furieusement à celles que l'on dénonce le reste du temps. On ne marche pas dans la combine du « vote utile », on ne choisit pas le « moindre mal », on est moralement irréprochable. Mais ce faisant, on donne toute sa puissance à l'illusion électoriste. On fait du vote un acte essentiel, existentiel. Refusant de se salir les mains, on assume l'idée que l'encre des bulletins de vote les tache de manière indélébile. « Ah, non, j'aurais honte de voter pour tel ou telle. » Il faut avoir de soi-même et de l'acte de voter une opinion bien haute pour en être là. Placer curieusement dans l'isolement sa propre fierté.

Est-il pourtant indifférent aux luttes pour la construction d'une alternative que tel ou telle soit investi-e de pouvoirs institutionnels, et ce même si ce ne sont pas des représentant-e-s de la gauche radicale – hypothèse qui demeure exceptionnelle en l'état des rapports de forces réellement existants ? Est-il indifférent que tel ou telle en soit privé-e ? Dira-t-on sérieusement qu'il importe peu que la mairie de Paris échappe à Dati et reste entre les mains de Hidalgo, parce que cette dernière a pris à l'occasion des mesures plus que contestables, en particulier dans la gestion du personnel communal, et a soutenu toutes les politiques antisociales du gouvernement Hollande ? Que la droite soit écartée des mairies de Bordeaux, Marseille, Lyon ou Strasbourg parce que c'est au profit de majorités dominées par des socialistes, parfois situé-e-s à l'aile droite du PS lui-même ? Se sent-on incapable de désacraliser le moment électoral, de dire à voix haute que l'on contribue à l'élection de personnalités dans lesquelles on n'a pourtant pas confiance ? Incapable d'expliquer que, en l'état d'institutions qui sont là tant qu'on ne les aura pas détruites, et alors que la gauche radicale est largement minoritaire dans le pays, voter ce n'est pas forcément aimer, ce n'est pas forcément adhérer, ce n'est pas approuver sans réserve, ce n'est pas s'en remettre pieds et poings liés à telle ou tel candidat-e ou tel ou tel parti ? Ce dont il s'agit en votant, c'est souvent simplement de mettre dans une boîte un morceau de papier afin qu'il pèse, du seul poids qui est le sien, de manière souvent limitée, parfois accessoire mais qui peut aussi à l'occasion être décisive, sur les rapports de forces, sur les conditions de la lutte pour un monde plus juste. Ni plus, mais ni moins.

Mettre à sa juste place, importante mais modeste, le moment électoral dans la vie politique devrait conduire à reprendre à frais nouveaux la question même de l'organisation politique, non pas en fonction des formes dominantes prises par la vie publique dans la France d'aujourd'hui, qui fonde précisément la sacralisation de ce moment, mais à partir d'une conception très générale de ce qu'est la politique comme action organisée en vue de changer l'état de la société. L'affirmation de la constitution de la Ve République que « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage » ne doit pas être transformée en impératif catégorique – positif ou négatif. Tout se passe pourtant comme si cette constitution, qui prétendait mettre fin au « régime des partis », était parvenue à faire de ces derniers son propre instrument.

Travailler à la construction, à travers des luttes multiples et dès aujourd'hui, d'un monde de demain dans lequel les rapports sociaux structurés par le capital, par la domination patriarcale et hétérocentrée, par l'étatisme, par le nationalisme et le racisme qui en est l'expression, et par le productivisme destructeur, seront dépassés, combattus et supprimés ne peut certes simplement consister en alliances électorales de circonstances, ni même en élections gagnées. Mais cela suppose entre mille autres conditions que les deux erreurs jumelles de l'électoralisme et de l'anti-électoralisme assumé ou honteux qui est son image spéculaire soient évitées : cela suppose la désacralisation du moment électoral, et le refus par les organisations militantes de l'émancipation de s'enfermer dans le piège institutionnel. Non en l'ignorant ou en cherchant à le contourner, mais en travaillant, par des pratiques politiques adaptées, à lui briser les dents.